

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 17 juin 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

**Excusés :** DURIEU Joël donne procuration à FAURE Cécile, HADDAD Catherine donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas donne procuration à MEYER Jean-Yves, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques

**Absents :** KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

**Secrétaire de séance : Alain BOYER**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2025-114**

**10 juin 2025**

**OBJET : Convention d'objectifs pluripartite Commune – Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas – Conseil départemental de l'Ardèche - NEMA - CEMA 2025 à 2027**

Transmis au représentant de l'Etat le :

Affiché le :

Notifié le :

19 JUIN 2025

19 JUIN 2025

**Vu** le code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, qui oblige les collectivités publiques allouant des subventions annuelles supérieures à 23 000 €, à conclure une convention avec la personne privée qui en bénéficie ;  
**Vu** les délibérations 2025-064 et 2025-065 du conseil municipal du 07 Avril 2025 approuvant les conventions bilatérales avec la « Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas » (N.E.M.A.) et le « Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles (C.E.M.A.) votées par la Commune lors du Conseil municipal du 7 avril 2025,  
**Vu** le projet de convention ;

Considérant le Schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques (SDEPA)

2023/2028 dont les axes stratégiques visent la structuration des établissements d'enseignement

artistique et leur maillage sur le territoire ardéchois, le déploiement de parcours culturels et artistiques – tout au long de la vie - pour les habitants et, qui consacrent les moyens financiers et d'accompagnement en ingénierie des structures conventionnées

Considérant la volonté de la Communauté de communes de renforcer l'attractivité de son territoire

tant sur le plan économique que culturel, la collectivité souhaite apporter un soutien financier aux écoles de musique CEMA et NEMA. En dispensant un enseignement musical de qualité et en démocratisant l'apprentissage de la musique au plus grand nombre, ces écoles participent à une offre culturelle enrichie, attractive pour les familles, mettant en valeur le patrimoine culturel local et augmentant le rayonnement du territoire.

Considérant que la Commune d'Aubenas mène une politique active de développement culturel dans un certain nombre de domaines et de disciplines artistiques.

Considérant que la Commune soutient le développement des musiques toutes esthétiques confondues, notamment au travers de la diffusion des oeuvres artistiques et de la programmation de la Salle Le Bournot, que la Commune soutient la création par l'accueil de résidences d'artistes et que la Commune soutient les pratiques musicales amateurs.

Considérant la volonté de la Commune de donner à chacun la possibilité d'accéder à l'enseignement instrumental en encourageant l'accompagnement des jeunes albenassiens à l'apprentissage de la musique.

Considérant que la Commune reconnaît l'action des écoles de musique NEMA et CEMA à Aubenas qui participe au développement des pratiques musicales amateurs et à l'épanouissement artistique et culturel des habitants.

Considérant les objectifs de développement culturel de la Commune dans le domaine des pratiques musicales :

- un premier objectif regroupant le soutien à l'enseignement, à la formation et l'accessibilité à la pratique musicale pour tous,

- un second objectif de soutien à l'innovation culturelle et à la médiation dans le domaine des musiques

Considérant que la Commune entend donc valoriser et poursuivre l'accompagnement de ces écoles par un engagement formalisé par la présente convention.

Considérant que les projets présentés en annexe 1 et 2 par le CEMA et la NEMA participent de cette politique.

Considérant la volonté partagée de la Commune, de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et du Conseil départemental de l'Ardèche de soutenir les projets d'enseignement musical, instrumental, et vocal des associations « Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas » (N.E.M.A.) et « Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles (C.E.M.A.)

la Commune souhaite signer aux côtés du Conseil départemental de l'Ardèche et de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et des associations NEMA et CEMA la convention d'objectif pluripartite ci-annexée pour les années 2025 – 2026 – 2027.

Le département portant, pour 2025, son soutien financier à chacune des associations à 12 000 € et la CCBA participant désormais à hauteur de 12 500€.

L'engagement de la commune est celui fixé dans les conventions approuvées par le conseil municipal le 7 avril dernier.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la convention d'objectifs pluripartite, ci-annexée
- **Autorise** Monsieur Le Maire à la signer et à engager les dépenses correspondantes.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (<a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>)</p>
--	---